

## La crise a jeté le trouble en Europe sur le choix des meilleures politiques économiques à tenir. La théorie des « ajustements asynchrones »

Les politiques économiques de sortie de crise : « Ce sujet s'imposait à nous. Nous savons tous que la crise est loin d'être terminée sur le plan réel », annonce d'emblée André Cartapanis, président de l'association française d'économie, qui tenait ses débats à l'université d'Orléans, jeudi et vendredi « Orléans est aujourd'hui un pôle de compétence reconnu dans le monde académique », souligne André Cartapanis. Agnès Bénassy-Quéré (CEPII) lance le débat en faisant un rappel de l'enchaînement des événements depuis 2007 : crise de liquidité aux USA suivie d'une crise de solvabilité, puis d'une crise économique en 2008 et désormais d'une crise de la dette souveraine. Elle formule l'analyse de causalité « Insuffisance de régulation et régulation perverse dans la crise micro-économique ». Les conséquences auraient pu être bien pire, même si l'Europe, en particulier, en subit un sévère contrecoup. **Des problèmes en suspens.** Agnès Bénassy constate cependant que le premier communiqué du G20 a contrasté avec l'insignifiance habituelle des communiqués du G7 : il était question de stimulation de la politique budgétaire, d'ouvrir un chantier de la régulation, de lancer un mécanisme de rééquilibrage de la croissance mondiale, ou de s'orienter vers un système monétaire international. Prometteur ? Tant s'en faut. Car trois problèmes majeurs n'ont pas été réglés, selon Agnès Bénassy. Celui de l'aléa moral (on ne laisse pas tomber les banques), celui de l'effet taille du secteur financier (too big to fail). Enfin, tous les États

n'effectuent pas le même arbitrage entre stabilité et croissance.

D'où les tergiversations et les divergences sur les conduites à tenir, en particulier au niveau européen. D'où aussi le cas de la Grèce, au bord de la faillite. Sans aller plus loin aujourd'hui dans les vices cachés du système. Mais il ne faut pas confondre la situation de la Grèce, d'origine structurelle, avec celle de l'Espagne, dont les causes sont conjoncturelles, fera remarquer Jean Pisani-Ferry, directeur de l'Institut Bruegel. Pourtant, « Théoriquement, par le pacte de stabilité il ne devrait pas y avoir de défaut », rappelle Agnès Bénassy.

Patrice Dézallé.

L'université d'Orléans accueillait les débats de l'association française d'économie, les 3 et 4 juin. La problématique : quelles politiques économiques pour sortir de la crise ? Il subsiste plus de questions que n'émergent de solutions communes.

« Les enjeux de sortie de crise doivent-ils se situer au niveau européen ou au niveau de chaque pays ? » s'interroge le Bulgare Ivaylo Kalfm, vice-président de la commission budgétaire au Parlement européen, tout en ajoutant qu'« Il n'y a pas de sens à la régulation du marché sans régulation internationale ».

Jean Pisani-Ferry, constatant que la prévention des risques n'a pas fonctionné parce que « les règles n'ont pas été respectées », a tendance à prôner des « ajustements asynchrones » qui tiennent compte des écarts de compétitivité. Mais ce scénario peut-il se produire

naturellement ou faut-il le provoquer ? Là est la question.

Sur les stratégies budgétaires à mettre en œuvre pour sortir de la crise, plusieurs écoles s'affrontent. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques) expose celle élaborée pour le compte du groupe socialiste du Parlement européen. Il montre d'abord comment la crise, due selon lui à l'avidité du secteur privé, a occasionné une rupture par rapport à « une situation budgétaire qui, en 2007, n'était pas préoccupante », même s'il reconnaît qu'il existait « un creusement des disparités » entre les différents pays de l'Union. Il stigmatise « un pacte de stabilité mal pensé » qui, de ce fait, n'a pas permis une coordination efficace des politiques économiques. L'écart de production s'est d'autant plus creusé. Et c'est cet écart que l'on cherche aujourd'hui à résorber. Notamment par une politique restrictive, préconisée par l'OCDE et le FMI, plutôt que par une augmentation des impôts par exemple. Or, « leurs solutions ne reposent sur aucune base économique », estime Sterdyniak, et « elles risquent d'affecter la croissance ». C'est pourtant le choix fait par plusieurs pays. Sterdyniak dénonce « une stratégie de choc » visant à remettre en cause les acquis sociaux. Sa solution « Revenir à un système sain dans lequel la BCE a l'obligation de financer les pays en difficulté, et où chaque État membre est co-responsable de la dette des autres ».

**Patrice Dézallé.**